

Envoyé en préfecture le 06/12/2022
Reçu en préfecture le 06/12/2022
Publié le 7 décembre 2022
ID : 014-211401815-20221121-DELIB20221104-DE

Exécutoire le 7 décembre 2022



Département du Calvados
Commune de CORMELLES LE ROYAL
Mairie : 20, rue de l'Eglise
14123 CORMELLES LE ROYAL

Conseillers en exercice : 25 Conseillers présents : 23 Votants : 25	Séance du 21 novembre 2022
Date de la convocation : 15 novembre 2022	
Delib20221104	

CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-et-un novembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni à la Mairie, au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Jean-Marie GUILLEMIN, Maire.

Présents :

M. Jean-Marie GUILLEMIN, Mme Sophie OBLIN-POMMIER, M. Didier LIZORET, Mme Fabienne MOREL, M. Mustapha MZARI-ROSSI, Mme Pascale BOURSIN, M. Pierre JUNQUA, Mme Isabelle GERME, Mme Claude FRÉMIN, M. Philippe BERARDI, M. Bertrand LANGRAND, Mme Anne-Marie ARANDA, M. Hervé ROSE, M. Laurent EUDE, Mme Maryline CHAUCHIS-ARDAENS, Mme Aude LE CAM, Mme Rachel LOPEZ, Mme Ymen FARHAT, Mme Véronique LEVILLAIN, M. Jérôme PIERRE, M. Damien GUINEHEUX, Mme Aurélie BARRÉ-RIBET, M. Florent ANDRÉ.

Pouvoirs :

M. Francis MÉNARD à M. Pierre JUNQUA
M. Valéry DELAGE à M. Jean-Marie GUILLEMIN.

Secrétaire :

M. Florent ANDRÉ, désigné à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Publié le 7 décembre 2022

ID : 014-211401815-20221121-DELIB20221104-DE



Exécutoire le 7 décembre 2022

Delib20221104

OBJET : Approbation de l'extinction partielle de l'éclairage public sur le territoire de la commune

Monsieur le Maire rappelle la volonté de la Commune d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergie.

Une réflexion a ainsi été engagée par le conseil municipal sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du Maire, qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

Techniquement, la coupure de nuit nécessite la présence d'horloges *ad hoc* dans les armoires de commande d'éclairage public concernées et concerne tout un quartier. La Commune sollicitera le syndicat d'énergies pour modifier la temporisation de l'éclairage public (4 jours de travail). Cette démarche sera accompagnée d'une information de la population.

Monsieur le Maire précise qu'il n'envisage pas pérenniser cette situation d'extinction, et qu'une étude sera lancée pour conserver un éclairage public toute la nuit mais avec une intensité lumineuse moindre.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide que l'éclairage public sera interrompu la nuit, de minuit à 5 h 30
- demande à Monsieur le Maire de prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de cette décision, dès que possible.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
Cormelles le Royal, le 25 novembre 2022

Le Maire,



Jean-Marie GUILLEMIN